

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/200951]

12 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, et l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 34, 4^o, b), remplacé par le décret du 17 juillet 2008, l'article 36, l'article 37, § 2, inséré par le décret du 23 janvier 2014, l'article 38, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007, l'article 38, § 6bis, inséré par le décret du 27 mars 2014, l'article 39, § 1^{er}, remplacé par le décret du 4 octobre 2007 et l'article 41bis, inséré par le décret du 23 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération et l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant que l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes est sans objet;

Vu les avis de la cellule administrative spécifique « développement durable », donnés les 15 et 29 octobre 2014;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie du 9 décembre 2014;

Vu l'avis de la CWaPE du 10 décembre 2014;

Vu l'avis 56.952/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération*

Article 1^{er}. Dans l'article 3, alinéa 1, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007 et du 3 octobre 2013, les mots « , par courrier simple » sont abrogés.

Art. 2. L'article 10 du même arrêté, modifié par les arrêtés du 15 juillet 2010 et du 3 avril 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. « A partir du 1^{er} juillet 2014, pour les unités de production autres que les installations de production d'électricité à partir de panneaux photovoltaïques d'une puissance nette inférieure ou égale à 10 kW, un dossier de demande de certificats verts est adressé à l'Administration conformément à l'article 15, § 1^{er}bis.

Une demande préalable d'octroi de labels de garantie d'origine ou de certificats verts est adressée à la CWaPE selon les modalités et au moyen d'un formulaire déterminé par celle-ci. Ces modalités concernent notamment l'introduction du certificat de garantie d'origine.

Par dérogation à l'alinéa précédent, s'il s'agit d'une installation d'une puissance nette développable inférieure ou égale à 10 kW, le producteur vert introduit cette demande auprès de la CWaPE au moyen d'une déclaration sur l'honneur qui mentionne les caractéristiques de l'installation conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 7. La CWaPE détermine les modalités et le formulaire de déclaration sur l'honneur.

Pour les installations de production d'électricité à partir de panneaux photovoltaïques d'une puissance nette inférieure ou égale à 10 kW, le producteur vert introduit cette demande conformément à la procédure prévue à l'article 6bis, alinéa 3. »

Art. 3. A l'article 15 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}bis, l'alinéa 2, 1^o, est modifié comme suit :

a) le mot « le » est remplacé par le mot « un »;

b) les mots « visé à l'article 10, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « reprenant les éléments suivants :

a) une estimation du coût global des investissements relatifs à l'installation de production accompagnée des documents probants attestant lesdits coûts;

b) une copie de tous les documents relatifs aux différentes aides perçues pour la réalisation de l'installation, notamment les aides à l'investissement;

c) une analyse financière déterminant le coût de production de l'électricité verte;

d) une déclaration sur l'honneur attestant que les informations communiquées sont complètes et certifiées sincères et véritables;

e) si le projet est soumis à permis, une copie du permis d'environnement ou du permis unique obtenu. »;

2° au paragraphe 1^{er}bis, alinéa 2, 3°, les mots « permettant de déterminer la première date d'octroi des certificats verts » sont remplacés par les mots « du relevé d'initialisation des index de comptage de l'unité de production reprise dans le certificat de garantie d'origine délivré par l'organisme de contrôle agréé ou par la CWaPE conformément à l'article 7 du présent arrêté. »;

3° au paragraphe 1^{er}bis, l'alinéa 2, 5°, est remplacé par ce qui suit : « 5° une estimation du nombre de certificats verts auxquels le projet pourrait prétendre. Pour les projets consistant en une modification significative au sens de l'article 15 ter d'une unité de production existante une estimation du nombre de certificats verts additionnels par rapport au volume de certificats verts octroyés sous le régime avant la modification significative est adressée. Pour déterminer le volume de certificats verts octroyés sous le régime avant la modification significative, le producteur se base sur la moyenne annuelle du volume de certificats verts octroyés durant les 3 dernières années de fonctionnement. »;

4° au paragraphe 1^{er}bis, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit : « L'Administration évalue le caractère sérieux et plausible du dossier de demande au regard des différents éléments visés à l'alinéa 2. L'Administration détermine, à la suite de cet examen, si en fonction de l'enveloppe globale de certificats verts additionnels fixée conformément à l'annexe 6 pour l'année de réception de la demande et de l'enveloppe de certificats verts additionnels pour cette filière fixée conformément à l'alinéa 9 pour l'année de réception de la demande, elle peut ouvrir le droit à ce demandeur d'obtenir des certificats verts conformément à l'alinéa 1^{er}. Au sein d'une même filière, les demandeurs qui ont déposé leur dossier au cours d'une même journée et dont la date visée à l'alinéa 2, 3°, est la plus rapprochée dans le temps sont prioritaires. Si l'enveloppe de certificats verts additionnels pour cette filière est déjà épuisée pour l'année de réception de la demande, la demande d'obtention de certificats verts pour ce producteur prend rang dans la liste d'attente en vue de l'ouverture au 1^{er} septembre de l'année calendrier de l'enveloppe de certificats verts inter-filières sans réduction de la durée d'octroi visée à l'alinéa 1^{er}. Le volume de certificats verts d'une filière bénéficiant de ce transfert vers l'enveloppe de certificats verts inter-filières ne peut dépasser cinquante pour cent de l'enveloppe de certificats verts additionnels de cette filière visée à l'alinéa 8. Lorsque le seuil de cinquante pourcent visé à l'alinéa 9 est atteint pour l'année de réception de la demande, la demande d'obtention de certificats verts pour ce producteur prend rang dans la liste d'attente de l'enveloppe de certificats verts pour cette filière de l'année calendrier suivante, sans réduction de la durée d'octroi visée à l'alinéa 1^{er}. La décision de l'Administration concernant l'ouverture du droit à obtenir des certificats verts est communiquée endéans les 45 jours à compter de la réception de la demande par l'Administration à la CWaPE et au producteur ayant introduit un dossier de demande conformément à l'alinéa 2 »;

5° au paragraphe 1^{er}bis, l'alinéa 5, est complété par les mots « et notamment celles susceptibles de diminuer le nombre de certificats verts. En cas de modifications du dossier susceptibles d'augmenter le nombre de certificats verts, un nouveau dossier concernant uniquement ces certificats verts supplémentaires est introduit »;

6° au paragraphe 1^{er}bis, à l'alinéa 9, les mots « 15 pour cent » sont remplacés par les mots « cinquante pour cent »;

7° au paragraphe 1^{er}bis, l'alinéa 15 est modifié comme suit :

a) les mots « de production » sont insérés entre les mots « premières années » et les mots « . En concertation »;

b) les mots « un niveau de soutien correspondant au niveau de soutien de référence qui prévalait pour la filière au moment de la décision d'octroi pour les 3 années suivantes, » sont remplacés par les mots « , pour les 3 années de production suivantes, le niveau de rentabilité fixé à l'annexe 7 en vigueur au moment de la réservation, »;

8° au paragraphe 1^{er}bis, à l'alinéa 19, les mots « alinéa 18 » sont remplacés par les mots « alinéa 17 »;

9° un paragraphe 1^{er}bis/1, rédigé comme suit est inséré :

« § 1^{er}bis/1. Pour les installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 10 kW pour lesquelles la date visée à l'article 15quater, alinéa 5, est postérieure au 31 décembre 2014, le niveau de soutien est fixé conformément à l'article 15, § 1^{er}bis. Pour bénéficier de la présente disposition, les panneaux photovoltaïques doivent être certifiés selon la norme IEC 61215 pour les modules cristallins et la norme IEC 61646 pour les couches minces ainsi que selon la norme IEC 61730 lorsque les panneaux sont intégrés ou surimposés à un bâtiment. La certification doit être effectuée par un laboratoire d'essais accrédité selon la norme ISO 17025 par BELAC ou par un autre organisme d'accréditation national bénéficiant d'une reconnaissance mutuelle avec BELAC. ».

Art. 4. Dans l'article 15quater du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 janvier 2009, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2011 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 et du 3 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er}, 2bis, est remplacé par ce qui suit : « 2°bis. Pour les installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 10 kW pour lesquelles la date visée à l'alinéa 3 se situe pendant la période comprise entre le 8 août 2014 et le 31 décembre 2014, le coefficient multiplicateur visé à l'article 38, § 6, du décret est fixé à 2,5 certificats verts par MWh. Pour la tranche de puissance supérieure à 250 kWc, le nombre de certificats verts par MWh est plafonné à 1. »;

2° les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

Art. 5. A l'article 15sexies du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 3 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « et de la CWaPE » et le mot « même » sont abrogés;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « L'Administration sollicite l'avis de la CWaPE sur un keCO alternatif permettant d'atteindre la rentabilité de référence fixée à l'annexe 7 du présent arrêté. La CWaPE remet son avis dans un délai de 15 jours à dater de la réception de la demande. ».

Art. 6. A l'article 15septies du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 3 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « et de la CWaPE » et le mot « même » sont abrogés;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « L'Administration sollicite l'avis de la CWaPE sur un keCO alternatif permettant d'atteindre la rentabilité de référence fixée à l'annexe 7 du présent arrêté. La CWaPE remet son avis dans un délai de 15 jours à dater de la réception de la demande. ».

Art. 7. A l'article 15octies du même arrêté, inséré par l'arrêté du 3 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 2, les mots « et de la CWaPE » et le mot « même » sont abrogés;

b) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « L'Administration sollicite l'avis de la CWaPE sur un kECO alternatif permettant d'atteindre la rentabilité de référence fixée à l'annexe 7 du présent arrêté. La CWaPE remet son avis dans un délai de 15 jours à dater de la demande. Si la CWaPE constate un écart de plus d'1 pour cent entre la rentabilité obtenue par le projet sur la base des paramètres technico-économiques propres de l'installation et la rentabilité de référence visée à l'annexe 7, la CWaPE fixe, en concertation avec l'Administration, un coefficient kECO alternatif permettant d'atteindre la rentabilité de référence fixée à l'annexe 7 du présent arrêté. »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « Les producteurs à partir d'installations d'électricité produite à partir de la biométhanisation agricole et les producteurs à partir d'installations d'électricité produite à partir de biomasse solide bénéficiant de certificats verts sur la base du régime de certificats verts applicable avant le 1^{er} juillet 2014, peuvent, sous réserve de l'alinéa 2, introduire un dossier à la CWaPE en vue de bénéficier d'un coefficient kECO correspondant à la rentabilité de référence visée à l'annexe 7 dans la limite maximale de 3 certificats verts par MWh. Cette mesure s'applique également aux producteurs à partir d'installations d'électricité produite à partir de la biométhanisation agricole et aux producteurs à partir d'installations d'électricité produite à partir de biomasse solide dont le permis définitif a été délivré avant le 1^{er} juillet 2014.

Pour être éligibles, les producteurs visés à l'alinéa 1^{er} doivent introduire un dossier afin de démontrer qu'ils n'atteignent pas la rentabilité de référence au regard du régime de soutien dont ils bénéficient.

Si la CWaPE constate l'absence de rentabilité suffisante de l'installation visée à l'alinéa 2, la CWaPE autorise le changement de régime d'octroi des certificats verts et détermine le nouveau coefficient kECO pour le solde des années d'octroi de certificats verts restantes à courir, celui-ci étant applicable au moment de la communication du dossier visé aux alinéas 1^{er} et 2.

La CWaPE communique sa décision au producteur et à l'Administration dans les 45 jours de la réception du dossier visé à l'alinéa 2. Le nouveau coefficient kECO fixé par la CWaPE, conformément à l'alinéa 3, prend effet le jour suivant la communication de sa décision par la CWaPE. La CWaPE détermine les modalités et la procédure d'introduction des dossiers visée à l'alinéa 1^{er}.

Pour les installations dont la puissance installée est supérieure à 1,5 MW, si la CWaPE constate, sur base annuelle, une augmentation de plus d'1 point de pourcentage entre la rentabilité de l'installation obtenue en raison de l'application du coefficient kECO en vigueur et la rentabilité de référence visée à l'annexe 7, la valeur du coefficient kECO est révisée à nouveau par la CWaPE afin de maintenir la rentabilité de l'installation au niveau de référence visé à l'annexe 7.

Pour les installations dont la puissance installée est inférieure ou égale à 1,5 MW, si la CWaPE constate, sur base triennale, une augmentation de plus d'1 point de pourcentage entre la rentabilité de l'installation obtenue en raison de l'application du coefficient kECO en vigueur et la rentabilité de référence visée à l'annexe 7, la valeur du coefficient kECO est révisée à nouveau par la CWaPE afin de maintenir la rentabilité de l'installation au niveau de référence visé à l'annexe 7. ».

Art. 8. Dans l'article 19bis, § 6, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 5° est remplacé par ce qui suit : « 5° la preuve que les panneaux photovoltaïques sont certifiés selon la norme IEC 61215 pour les modules cristallins et la norme IEC 61646 pour les couches minces ainsi que selon la norme IEC 61730 lorsque les panneaux sont intégrés ou surimposés à un bâtiment. La certification doit être effectuée par un laboratoire d'essais accrédité selon la norme ISO 17025 par BELAC ou par un autre organisme d'accréditation national bénéficiant d'une reconnaissance mutuelle avec BELAC. »;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 9. Dans le Chapitre IVbis du même arrêté, il est inséré un article 19quinquies rédigé comme suit :

« Art. 19quinquies. Les installations solaires hybrides produisant à la fois de l'électricité et de l'eau chaude ne sont pas éligibles aux mesures de soutien instaurées en vertu du présent chapitre. ».

Art. 10. Dans le Chapitre IVbis du même arrêté, il est inséré un article 19sexies rédigé comme suit :

« Art. 19sexies. Seules les installations photovoltaïques neuves n'ayant jamais été mises en service sont éligibles aux mesures de soutien instaurées en vertu du présent chapitre.

Le bénéficiaire de la prime maintient son installation de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW au minimum pendant une durée de cinq ans débutant au moment de la dernière date de visite de conformité visée à l'article 270, § 1^{er}, du règlement général des installations électriques (RGIE) adopté par l'arrêté royal du 10 mars 1981 rendant obligatoire le règlement général sur les installations électriques pour les installations domestiques et certaines lignes de transport et de distribution d'énergie électrique. A défaut, le bénéficiaire rembourse l'intégralité de la prime reçue. »

Art. 11. A l'annexe 7, les mots « Durée d'octroi (nombre d'années) » sont remplacés par « Taux de rentabilité ».

CHAPITRE II. — Disposition finale

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/200951]

12. FEBRUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 34, 4°, *b*), ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, Artikel 36, Artikel 37, § 2, eingefügt durch das Dekret vom 23. Januar 2014, Artikel 38, § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007, Artikel 38, § 6*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 27. März 2014, Artikel 39, § 1, ersetzt durch das Dekret vom 4. Oktober 2007 und Artikel 14*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 23. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Artikels 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

In der Erwägung, dass die Auswirkungen des vorliegenden Erlasses auf die jeweilige Situation der Frauen und Männer gegenstandslos sind;

Aufgrund der am 15. und 29. Oktober 2014 abgegebenen Gutachten des spezifischen administrativen Büros "Nachhaltige Entwicklung";

Aufgrund des am 9. Dezember 2014 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonie;

Aufgrund des Gutachtens der "Commission wallonne pour l'énergie" (CwaPE - Wallonische Kommission für Energie) vom 10. Dezember 2014;

Aufgrund des am 21. Januar 2015 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates 56.952/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Artikel 1 - In Artikel 3, Absatz 1, 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 und vom 3. Oktober 2013 abgeänderten Fassung, werden die Wörter "durch einfaches Schreiben" gestrichen.

Art. 2 - Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse vom 15. Juli 2010 und vom 3. April 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 10 - Ab dem 1. Juli 2014 wird für die anderen Stromerzeugungseinheiten als die mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Stromerzeugungsanlagen mit einer Nettoleistung unter 10 kW gemäß Artikel 15, § 1*bis* eine Akte zur Beantragung von grünen Bescheinigungen an die Verwaltung gesandt.

Ein vorheriger Antrag auf Gewährung von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie oder von grünen Bescheinigungen wird der CwaPE gemäß den Modalitäten und mittels des Formulars, die sie bestimmt, zugeschickt. Diese Modalitäten betreffen u.a. die Einreichung der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie.

Wenn es sich um eine Anlage mit einer entwickelbaren Nettoleistung von höchstens 10 kW handelt, reicht der Grünstromerzeuger diesen Antrag in Abweichung des vorhergehenden Absatzes mittels einer ehrenwörtlichen Erklärung unter Angabe der Merkmale der Anlage gemäß § 2 und § 3 des Artikels 7 bei der CwaPE ein. Die CwaPE bestimmt die Modalitäten und das Formular für die ehrenwörtliche Erklärung.

Für die mittels photovoltaischer Solarzellen funktionierenden Stromerzeugungsanlagen mit einer Nettoleistung von höchstens 10 kW reicht der Grünstromerzeuger diesen Antrag gemäß dem in Artikel 6*bis*, Absatz 3 erwähnten Verfahren ein."

Art. 3 - In Artikel 15 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1*bis* wird Absatz 2, 1° folgendermaßen abgeändert:

das Wort "die" wird durch das Wort "eine" ersetzt;

b) die Wörter "in Artikel 10, Abs. 1 genannte" werden gestrichen und hinter das Wort "Akte" wird Folgendes gesetzt: ",die folgende Elemente enthält:

a) eine Einschätzung der Gesamtkosten der Investitionen bezüglich der Erzeugungsanlage unter Beifügung der beweiskräftigen Dokumente, die besagte Kosten bescheinigen;

b) eine Abschrift aller Dokumente in Bezug auf die verschiedenen, für die Durchführung der Anlage erhaltenen Beihilfen, insbesondere die Investitionsbeihilfen;

c) eine die Erzeugungskosten des Grünstroms bestimmende finanzielle Analyse;

d) eine ehrenwörtliche Erklärung, durch die bescheinigt wird, dass die mitgeteilten Informationen vollständig sind und für wahrhaftig und richtig erklärt werden;

e) wenn das Projekt einer Genehmigung bedarf, eine Abschrift der erhaltenen Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung.“.

2° in Paragraph *1bis*, Absatz 2, 3° werden die Wörter „anhand dessen das Datum für die erste Gewährung der grünen Bescheinigungen bestimmt werden kann“ durch die Wörter „der Erfassung des Initialisierungsstandes der Zählungsindexe der Erzeugungseinheit, die in der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie angegeben wird, die von der zugelassenen Kontrollstelle oder von der CWaPE gemäß Artikel 7 des vorliegenden Erlasses ausgestellt wird.“;

3° in Paragraph *1bis* wird Absatz 2, 5° durch Folgendes ersetzt: „5° eine Einschätzung der Anzahl grüner Bescheinigungen, die infolge des Projekts beansprucht werden könnten. Für die Projekte, die in einer bedeutsamen Änderung im Sinne des Artikels *15ter* einer bestehenden Erzeugungseinheit bestehen, wird eine Einschätzung der Anzahl zusätzlicher grüner Bescheinigungen im Verhältnis zum Volumen der grünen Bescheinigungen, die nach der Regelung vor der bedeutsamen Änderung gewährt wurden, übermittelt. Zur Festlegung des Volumens der grünen Bescheinigungen, die nach der Regelung vor der bedeutsamen Änderung gewährt wurden, stützt sich der Erzeuger auf den jährlichen Durchschnitt des Volumens grüner Bescheinigungen, die während der letzten 3 Betriebsjahre gewährt worden sind.“;

4° in Paragraph *1bis* wird Absatz 4 durch Folgendes ersetzt: „Die Verwaltung bewertet die Aufrichtigkeit und Plausibilität der Antragsakte hinsichtlich der verschiedenen in Absatz 2 genannten Elemente. Anschließend an diese Untersuchung bestimmt die Verwaltung, ob sie je nach dem gemäß der Anlage 6 für das Jahr des Erhalts des Antrags festgelegten Gesamtpaket von zusätzlichen grünen Bescheinigungen und je nach dem gemäß Absatz 9 für das Jahr des Erhalts des Antrags festgelegten Paket von zusätzlichen grünen Bescheinigungen für dieses Erzeugungsverfahren den Anspruch dieses Antragstellers auf grüne Bescheinigungen gemäß Absatz 1 bewilligen kann. Innerhalb eines selben Erzeugungsverfahrens sind diejenigen Antragsteller vorrangig, die ihre Akte im Laufe desselben Tages eingereicht haben und deren in Absatz 2, 3° erwähntes Datum am nächsten liegt. Wenn das Paket von zusätzlichen grünen Bescheinigungen für dieses Erzeugungsverfahren für das Jahr des Erhalts des Antrags bereits erreicht ist, wird für diesen Erzeuger der Antrag auf den Erhalt von grünen Bescheinigungen in die Warteliste aufgenommen mit Hinsicht auf die Eröffnung am 1. September des Kalenderjahres des Pakets der vom Erzeugungsverfahren unabhängigen grünen Bescheinigungen ohne Einschränkung der in Absatz 1 genannten Gewährungsdauer. Das Volumen von grünen Bescheinigungen eines Erzeugungsverfahrens, die dem Paket der vom Erzeugungsverfahren unabhängigen grünen Bescheinigungen übertragen werden, darf fünfzig Prozent des Pakets der zusätzlichen grünen Bescheinigungen dieses Erzeugungsverfahrens gemäß Absatz 8 nicht überschreiten. Wenn die in Absatz 9 genannte Schwelle von fünfzig Prozent für das Jahr des Erhalts des Antrags erreicht ist, kommt der Antrag auf den Erhalt von grünen Bescheinigungen für diesen Erzeuger auf die Warteliste des Pakets von grünen Bescheinigungen des nächsten Kalenderjahres für dieses Erzeugungsverfahren ohne Einschränkung der in Absatz 1 genannten Gewährungsdauer. Der Beschluss der Verwaltung, durch den das Recht auf den Erhalt von grünen Bescheinigungen gegeben wird, wird der CWaPE und dem Erzeuger, der eine Antragsakte gemäß Absatz 2 eingereicht hat, innerhalb von 45 Tagen ab dem Erhalt des Antrags übermittelt.“.

5° in Paragraph *1bis* wird Absatz 5 durch folgende Wörter ergänzt: „insbesondere über diejenigen, durch die die Anzahl grüner Bescheinigungen verringert werden könnte. Im Falle von Änderungen an der Akte, durch die die Anzahl grüner Bescheinigungen erhöht werden könnte, wird eine neue Akte eingereicht, die lediglich diese zusätzlichen grünen Bescheinigungen betrifft“;

6° In § *1bis*, Absatz 9 wird die Prozentangabe „15 %“ durch die Prozentangabe „50 %“ ersetzt.

7° In § *1bis* wird Absatz 15 wie folgt abgeändert:

a) Die Wörter „ersten drei Jahre“ werden durch die Wörter „ersten drei Erzeugungsjahre“ ersetzt;

b) Die Sätze „um eine Stützung zu bieten, die der als Referenz dienenden Stützung entspricht, welche für das Erzeugungsverfahren zum Zeitpunkt des Erteilungsbeschlusses für die drei folgenden Jahre galt.“ werden durch den Satz „damit in den drei nachfolgenden Erzeugungsjahren das in Anlage 7 festgelegte, zum Zeitpunkt der Reservierung geltende Rentabilitätsniveau erhalten bleibt.“ ersetzt;

8° In § *1bis*, Absatz 19 werden die Wörter „Absatz 18“ durch die Wörter „Absatz 17“ ersetzt;

9° Es wird ein § *1bis/1* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„§ *1bis/1*. In Bezug auf Photovoltaikanlagen mit einer Leistung von mehr als 10 kW, für die das Datum nach Artikel *15quater*, Absatz 5 nach dem 31. Dezember 2014 liegt, wird die Höhe der Unterstützung gemäß Artikel 15, § *1bis* festgelegt. Um in den Anwendungsbereich dieser Bestimmung zu fallen, müssen die photovoltaischen Solarzellen nach der IEC-61215-Norm - für die kristallinen Module - bzw. der IEC-61646-Norm - für die Dünnschichtmodule - zertifiziert sein, sowie nach der IEC-61730-Norm im Falle von Modulen, die in ein Gebäude eingebaut oder auf einem Gebäude montiert sind. Die Zertifizierung muss von einem Prüflabor durchgeführt werden, das nach der ISO-17025-Norm von BELAC oder einer anderen nationalen Akkreditierungsstelle akkreditiert ist, die über eine gegenseitige Anerkennung mit BELAC verfügt.“.

Art. 4 - In Artikel *15quater* desselben Erlasses, der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007 eingefügt, durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Januar 2009 abgeändert, durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. November 2011 ersetzt und durch Erlasse der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 und vom 3. April 2014 abgeändert wurde, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1, Ziffer *2bis* wird durch Folgendes ersetzt: „*2bis*. In Bezug auf Photovoltaikanlagen mit einer Leistung von mehr als 10 kW, für die das Datum nach Absatz 3 im Zeitraum zwischen dem 8. August 2014 und dem 31. Dezember 2014 liegt, wird der in Artikel 38, § 6 des Dekrets genannte Multiplikator auf 2,5 grüne Zertifikate pro MWh festgesetzt. Für die Leistungszone über 250 kWp wird die Höchstanzahl grüner Zertifikate auf 1 begrenzt.“;

2° Absätze 2 und 3 werden gestrichen.

Art. 5 - In Artikel *15sexies* desselben Erlasses, der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 eingefügt wurde, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 2 werden die Wörter „und bei der CWaPE“ und die Wörter „und zwar“ gestrichen;

2° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt: „Die Verwaltung ersucht die CWaPE um ein Gutachten über einen alternativen kECO-Koeffizienten, der die Erreichung der in Anlage 7 zum vorliegenden Erlass festgelegten relevanten Rentabilität ermöglichen soll. Die CWaPE gibt ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 15 Tagen nach Eingang des Ersuchens ab.“.

Art. 6 - In Artikel 15septies desselben Erlasses, der durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 eingefügt wurde, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 2 werden die Wörter "und bei der CWaPE" und die Wörter "und zwar" gestrichen;

2° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt: "Die Verwaltung ersucht die CWaPE um ein Gutachten über einen alternativen kECO-Koeffizienten, der die Erreichung der in Anlage 7 zum vorliegenden Erlass festgelegten relevanten Rentabilität ermöglichen soll. Die CWaPE gibt ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 15 Tagen nach Eingang des Ersuchens ab."

Art. 7 - In Artikel 15octies desselben Erlasses, der durch Erlass vom 3. April 2014 eingefügt wurde, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird wie folgt abgeändert:

a) In Absatz 2 werden die Wörter "und bei der CWaPE" und die Wörter "und zwar" gestrichen;

b) Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt: "Die Verwaltung ersucht die CWaPE um ein Gutachten über einen alternativen kECO-Koeffizienten, der die Erreichung der in Anlage 7 zum vorliegenden Erlass festgelegten relevanten Rentabilität ermöglichen soll. Die CWaPE gibt ihr Gutachten innerhalb einer Frist von 15 Tagen nach dem Datum des Ersuchens ab. Wenn die CWaPE eine Abweichung von mehr als 1 Prozent zwischen der Rentabilität, die das Projekt aufgrund der anlagespezifischen technisch-wirtschaftlichen Parameter erreicht, und der relevanten Rentabilität gemäß Anlage 7 feststellt, bestimmt sie in Absprache mit der Verwaltung einen alternativen kECO-Koeffizienten, um die in Anlage 7 zum vorliegenden Erlass festgelegte relevante Rentabilität erreichen zu können."

2° § 2 wird durch Folgendes ersetzt: "Die Erzeuger, die Anlagen zur Stromerzeugung aus landwirtschaftlichem Biogas oder aus fester Biomasse verwenden, und die grüne Zertifikate auf Grundlage der vor dem 1. Juli 2014 anwendbaren Regelung für grüne Zertifikate erhalten, können vorbehaltlich des Absatzes 2 eine Akte bei der CWaPE einreichen, um einen kECO-Koeffizienten in Anspruch zu nehmen, der im Rahmen der Höchstgrenze von 3 grünen Zertifikaten pro MWh der relevanten Rentabilität gemäß Anlage 7 entspricht. Diese Maßnahme ist auch auf Erzeuger anwendbar, die Anlagen zur Stromerzeugung aus landwirtschaftlichem Biogas oder aus fester Biomasse verwenden, und deren endgültige Genehmigung vor dem 1. Juli 2014 ausgestellt worden ist."

Um Anspruch darauf zu haben, müssen die in Absatz 1 genannten Stromerzeuger eine Akte einreichen, um nachzuweisen, dass sie hinsichtlich des Unterstützungssystems, in dessen Genuss sie kommen, die relevante Rentabilität nicht erreichen.

Wenn die CWaPE feststellt, dass die in Absatz 2 genannte Anlage eine unzureichende Rentabilität hat, erlaubt sie die Änderung des Systems zur Gewährung der grünen Zertifikate und bestimmt den neuen kECO-Koeffizienten für die verbleibende Anzahl von Gewährungs Jahren, der zum Zeitpunkt der Übermittlung der in Abs. 1 und 2 genannten Akte anwendbar ist.

Die CWaPE teilt ihren Beschluss binnen 45 Tagen nach Eingang der in Absatz 2 genannten Akte dem Stromerzeuger und der Verwaltung mit. Der von der CWaPE gemäß Absatz 3 festgelegte neue kECO-Koeffizient tritt am Tag nach der Mitteilung des Beschlusses der CWaPE in Wirkung. Die CWaPE bestimmt die Modalitäten und das Verfahren für die Einreichung der Akten nach Absatz 1.

Wenn in Bezug auf Anlagen mit einer installierten Leistung von mehr als 1,5 MW die CWaPE auf jährlicher Basis eine Erhöhung von mehr als 1 Prozentpunkt zwischen der Rentabilität der Anlage nach Anwendung des geltenden kECO-Koeffizienten und der relevanten Rentabilität nach Anlage 7 feststellt, wird der Wert des kECO-Koeffizienten wiederum von der CWaPE angepasst, sodass die Rentabilität der Anlage auf dem relevanten Rentabilitätsniveau nach Anlage 7 erhalten bleibt.

Wenn in Bezug auf Anlagen mit einer installierten Leistung gleich oder unter 1,5 MW die CWaPE auf Basis eines dreijährigen Zeitraums eine Erhöhung von mehr als 1 Prozentpunkt zwischen der Rentabilität der Anlage nach Anwendung des geltenden kECO-Koeffizienten und der relevanten Rentabilität nach Anlage 7 feststellt, wird der Wert des kECO-Koeffizienten wiederum von der CWaPE angepasst, sodass die Rentabilität der Anlage auf dem relevanten Rentabilitätsniveau nach Anlage 7 erhalten bleibt."

Art. 8 - In § 6 des durch Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Februar 2014 eingefügten Artikels 19bis desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird Ziffer 5° durch Folgendes ersetzt: "5° den Beweis, dass die photovoltaischen Solarzellen nach der IEC-61215-Norm - für die kristallinen Module - bzw. der IEC-61646-Norm - für die Dünnschichtmodule - zertifiziert sind, sowie nach der IEC-61730-Norm im Falle von Modulen, die in ein Gebäude eingebaut oder auf einem Gebäude montiert sind. Die Zertifizierung muss von einem Prüflabor durchgeführt werden, das nach der ISO-17025-Norm von BELAC oder einer anderen nationalen Akkreditierungsstelle akkreditiert ist, die über eine gegenseitige Anerkennung mit BELAC verfügt";

2° Absatz 2 wird gestrichen.

Art. 9 - In Kapitel IVbis desselben Erlasses wird ein Artikel 19quinquies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 19quinquies - Die Hybrid-Solaranlagen, die zugleich Strom und Heißwasser erzeugen, kommen für die kraft dieses Kapitels eingeführten Unterstützungsmaßnahmen nicht in Betracht."

Art. 10 - In Kapitel IVbis desselben Erlasses wird ein Artikel 19sexies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 19sexies - Durch die kraft dieses Kapitels eingeführten Unterstützungsmaßnahmen können nur neue Photovoltaikanlagen gefördert werden, die noch nie in Betrieb genommen worden sind."

Der Empfänger der Prämie behält die Anlage zur Stromerzeugung aus photovoltaischen Solarzellen mit einer Leistung gleich oder unter 10 kW während wenigstens fünf Jahren ab dem Datum der letzten Visitation im Sinne von Artikel 270 § 1 der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen (A.O.E.A.), die durch den Königlichen Erlass vom 10. März 1981 zur Verbindlicherklärung der Allgemeinen Ordnung für elektrische Anlagen für hauswirtschaftliche Anlagen und bestimmte Leitungen zur Übertragung und Verteilung elektrischer Energie angenommen wurde. Unterlässt er dies, so muss er die gesamte Prämie zurückerstatten, die er erhalten hat."

Art. 11 - In der Anlage 7 wird die Spaltenüberschrift "Dauer der Gewährung (in Jahren)" durch die Überschrift "Rentabilitätsquote" ersetzt.

KAPITEL II — *Schlussbestimmung*

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung durch das *Belgische Staatsblatt* in Kraft.

Art. 13 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/200951]

12 FEBRUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling en van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 34, 4°, *b*), vervangen bij het decreet van 17 juli 2008, artikel 36, artikel 37, § 2, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014, artikel 38, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007, artikel 38, § 6*bis*, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014, artikel 39, § 1, vervangen bij het decreet van 4 oktober 2007 en artikel 41*bis*, ingevoegd bij het decreet van 23 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling en van het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Overwegende dat de impact van dit besluit op de respectievelijke toestand van vrouwen en mannen onbestaande is;

Gelet op het advies van de specifieke administratieve cel "duurzame ontwikkeling", gegeven op 15 en 29 oktober 2014;

Gelet op het advies van de « Conseil économique et social de Wallonie » (Sociaal-economische raad van Wallonië) van 9 december 2014;

Gelet op het advies van de CWaPE van 10 december 2014;

Gelet op het advies nr. 56.952/4 van de Raad van State, gegeven op 21 januari 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling

Artikel 1. In artikel 3, eerste lid, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 december 2007 en 3 oktober 2013, worden de woorden "bij gewone post" opgeheven.

Art. 2. Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van 15 juli 2010 en 3 april 2014, wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. "Vanaf 1 juli 2014 wordt voor de andere productie-eenheden dan installaties voor de productie van elektriciteit d.m.v. fotovoltaïsche panelen met een nettovermogen lager dan of gelijk aan 10 kW, een dossier voor de aanvraag van groene certificaten gericht aan de Administratie overeenkomstig artikel 15, § 1*bis*."

De labels van garantie van oorsprong of de groene certificaten worden bij de CWaPE aangevraagd volgens de modaliteiten en d.m.v. een formulier waarin zij voorziet. Die modaliteiten hebben o.a. betrekking op de indiening van het certificaat van garantie van oorsprong.

In afwijking van het vorige lid, richt de groene producent, als het gaat om een installatie met een ontwikkelbaar nettovermogen van 10 kW of minder, die aanvraag aan de "Cwape" d.m.v. een verklaring op erewoord waarin de kenmerken van de installatie overeenkomstig de paragrafen 2 en 3 van artikel 7 vermeld worden. De modaliteiten en het formulier van de verklaring op erewoord worden door de "Cwape" bepaald.

Voor de installaties voor de productie van elektriciteit d.m.v. fotovoltaïsche panelen met een nettovermogen lager dan of gelijk aan 10 kW, dient de groene producent de aanvraag in overeenkomstig de procedure bepaald bij artikel 6*bis*, derde lid."

Art. 3. In artikel 15 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1*bis* wordt lid 2, 1°, gewijzigd als volgt :

a) het woord "het" wordt vervangen door het woord "een";

b) de woorden "bedoeld in artikel 10, eerste lid" worden vervangen door de woorden "met de volgende gegevens :

a) een schatting van de globale prijs van de investeringen betreffende de productie-installatie samen met de bewijsstukken die deze kosten bevestigen;

b) een afschrift van alle documenten betreffende de verschillende tegemoetkomingen ontvangen voor de uitvoering van de installatie, met name de investeringssteun;

c) een financiële analyse tot bepaling van de productiekosten voor groene elektriciteit;

d) een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de verstrekte informatie volledig is en voor echt verklaard werd;

e) een afschrift van de verkregen milieuvergunning of eenmalige vergunning als het project eraan onderworpen is.";

2° in paragraaf 1*bis*, tweede lid, 3°, worden de woorden "op grond waarvan de eerste datum van toekenning van de groene certificaten bepaald kan worden" vervangen door de woorden "voor de initialisatie-opmeting van de indexcijfers betreffende de telling van de productie-eenheid opgenomen in het certificaat van garantie van oorsprong verleend door het controleorgaan erkend door de CWaPE overeenkomstig artikel 7 van dit besluit.";

3° het tweede lid, punt 5°, van paragraaf 1 wordt vervangen als volgt : "5° een raming van het aantal groene certificaten waarop het project aanspraak zou kunnen maken. Voor de projecten waarvan het doel erin bestaat een bestaande installatie noemenswaardig te wijzigen in de zin van artikel 15*ter*, wordt een raming gestuurd van het aantal bijkomende groene certificaten ten opzichte van het aantal groene certificaten toegekend onder het stelsel van kracht voordat de installatie noemenswaardig gewijzigd werd. Voor de bepaling van het aantal groene certificaten toegekend onder het stelsel van kracht voordat de installatie noemenswaardig gewijzigd werd, gaat de producent uit van het jaarlijks gemiddelde van het aantal groene certificaten toegekend in de loop van de laatste drie werkingsjaren.";

4° het vierde lid van paragraaf 1*bis* wordt vervangen als volgt : De Administratie evalueert de ernst en de geloofwaardigheid van het aanvraagdossier op basis van de verschillende elementen bedoeld in het tweede lid. Na dat onderzoek bepaalt de Administratie of ze voor die aanvrager, naar gelang van de overeenkomstig bijlage 6 vastgelegde globale enveloppe van bijkomende groene certificaten voor het jaar van ontvangst van de aanvraag en van de overeenkomstig lid 9 vastgelegde enveloppe van bijkomende groene certificaten voor dat kanaal, het recht kan openen op het verkrijgen van groene certificaten overeenkomstig het eerste lid. Binnen hetzelfde kanaal wordt voorrang verleend aan de aanvragers die hun dossier op dezelfde dag hebben ingediend en van wie de in het tweede lid, 3°, bedoelde datum de recentste is. Als het aantal bijkomende groene certificaten betreffende dat kanaal al uitgeput is voor het jaar van ontvangst van de aanvraag, wordt de aanvraag van groene certificaten voor die producent opgenomen op de wachtlijst met het oog op de opening op 1 september van het kalenderjaar van de enveloppe van groene certificaten interkanalen, zonder beperking van de toekenningsduur bedoeld in het eerste lid. Het volume van groene certificaten van een kanaal dat in aanmerking komt voor die overdracht naar de enveloppe van groene certificaten interkanalen mag niet hoger zijn dan vijftig percent van de in lid 8 bedoelde enveloppe van bijkomende groene certificaten van dat kanaal. Wanneer de drempel van vijftig percent bedoeld in lid 9 bereikt is voor het jaar van ontvangst van de aanvraag, wordt de aanvraag van groene certificaten voor die producent opgenomen op de wachtlijst van de enveloppe van groene certificaten van het volgende kalenderjaar wat dat kanaal betreft, zonder beperking van de toekenningsduur bedoeld in het eerste lid. De beslissing van de Administratie betreffende de opening van het recht op het verkrijgen van groene certificaten wordt binnen 45 dagen na ontvangst van de aanvraag door de Administratie aan de " CWaPE " meegegeed en aan de producent die een aanvraagdossier heeft ingediend overeenkomstig het tweede lid";

5° in paragraaf 1*bis* wordt het vijfde lid aangevuld met de volgende woorden "en met name de wijzigingen die het aantal groene certificaten zouden kunnen verlagen. In geval van wijzigingen die het aantal groene certificaten zou laten toenemen, moet een nieuw dossier dat uitsluitend deze nieuwe bijkomende groene certificaten betreft, worden ingediend";

6° in lid 9 van paragraaf 1*bis* worden de woorden "15 percent" vervangen door de woorden "vijftig percent";

7° in paragraaf 1*bis* wordt lid 15 gewijzigd als volgt :

a) de woorden "De correctiecoëfficiënt " rho " is gelijk aan 1 gedurende de drie eerste jaren" worden vervangen door de woorden "De correctiecoëfficiënt " rho " is gelijk aan 1 gedurende de drie eerste productie jaren";

b) de zin "Het percentage van toekenning van groene certificaten wordt aangepast met het oog op de handhaving van een steunniveau dat overeenstemt met het referentie-steunniveau dat voor het kanaal gold op het moment van de beslissing tot toekenning voor de drie volgende jaren, als de reële evolutie van de prijzen van de elektriciteit ENDEX met 3 naar boven of naar beneden afgeweken is ten opzichte van de aanvankelijk in aanmerking genomen parameters inzake prijzevolutie." wordt vervangen door de volgende zin "Het percentage van toekenning van groene certificaten wordt aangepast met het oog op de handhaving, voor de drie volgende productie jaren, van het rendabiliteitsniveau zoals vastgelegd in de bijlage 7 die van kracht is op het moment van de reservatie, als de reële evolutie van de prijzen van de elektriciteit ENDEX met 3 naar boven of naar beneden afgeweken is ten opzichte van de aanvankelijk in aanmerking genomen parameters inzake prijzevolutie.

8° in lid 19 van paragraaf 1*bis* worden de woorden "lid 18" vervangen door de woorden "lid 17";

9° er wordt een paragraaf 1*bis*/1 ingevoegd, luidend als volgt :

" § 1*bis*/1. Voor de fotovoltaïsche installaties met een vermogen hoger dan 10kW waarvoor de datum bedoeld in lid 15*quater*, vijfde lid, na 31 december 2014 valt, wordt het steunniveau vastgesteld overeenkomstig artikel 15, § 1*bis*. Om in aanmerking te komen voor deze bepaling moeten de fotovoltaïsche panelen voor de kristallijn modules volgens de norm IEC 61215 gecertificeerd worden en volgens de norm IEC 61646 voor de dunne lagen, alsook volgens de norm IEC 61730 wanneer de panelen in een gebouw worden opgenomen of er bovenop worden gelegd. De certificering moet verricht worden door een proeflaboratorium, geaccrediteerd volgens de norm ISO 17025 door BELAC of een ander nationale accreditatie-instelling die een wederzijdse erkenning met BELAC geniet."

Art. 4. In artikel 15^{quater} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 januari 2009, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 24 november 2011 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 11 juli 2013 en 3 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, 2^{bis}, wordt vervangen als volgt: "2°^{bis}. Voor de fotovoltaïsche installaties met een vermogen hoger dan 10kW waarvoor de datum bedoeld in lid 3 tijdens de periode valt tussen 8 augustus 2014 en 31 december 2014, wordt de vermenigvuldigingscoëfficiënt bedoeld in artikel 38, § 6, van het decreet vastgesteld op 2,5 groene certificaten per MWu. Voor de vermogensschijf hoger dan 250 kWc wordt het aantal groene certificaten per MWu beperkt tot 1.";

2° het tweede en het derde lid worden opgeheven.

Art. 5. In artikel 15^{sexies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "en aan de CWaPE" opgeheven en worden de woorden "tegelijktijd met" vervangen door de woorden "op het ogenblik van";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt: "De Administratie vraagt de CWaPE om advies i.v.m. een alternatieve kECO waarmee de in bijlage 7 bij dit besluit vastgelegde referentie-rendabiliteit bereikt kan worden. De CWaPE brengt haar advies uit binnen een termijn van 15 dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag."

Art. 6. In artikel 15 septies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "en aan de CWaPE" opgeheven en worden de woorden "tegelijktijd met" vervangen door de woorden "op het ogenblik van";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt : "De Administratie vraagt de CWaPE om advies i.v.m. een alternatieve kECO waarmee de in bijlage 7 bij dit besluit vastgelegde referentie-rendabiliteit bereikt kan worden. De CWaPE brengt haar advies uit binnen een termijn van 15 dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag."

Art. 7. In artikel 15^{octies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 3 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid worden de woorden "en aan de CWaPE" opgeheven en worden de woorden "tegelijktijd met" vervangen door de woorden "op het ogenblik van";

b) het derde lid wordt vervangen als volgt : "De Administratie vraagt de CWaPE om advies i.v.m. een alternatieve kECO waarmee de in bijlage 7 bij dit besluit vastgelegde referentie-rendabiliteit bereikt kan worden. De CWaPE brengt haar advies uit binnen een termijn van 15 dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag. Als de CWaPE een verschil van meer dan 1 percent vaststelt tussen de rendabiliteit verkregen door het project op basis van de technisch-economische parameters van de installatie en de referentie-rendabiliteit bedoeld in bijlage 7, legt ze in samenspraak met de Administratie, een alternatieve coëfficiënt kECO vast waarmee de in bijlage 7 bij dit besluit vastgelegde referentie-rendabiliteit bereikt kan worden.";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt: "De producenten van elektriciteit d.m.v. installaties voor biomethanisatie in de landbouw en de producenten van elektriciteit d.m.v. installaties voor vaste biomassa die vóór 1 juli 2014 in het genot waren van groene certificaten op basis van het stelsel van de groene certificaten, kunnen, onder voorbehoud van het tweede lid, een dossier aan de CWaPE richten om in aanmerking te komen voor een coëfficiënt kECO die overeenstemt met de referentie-rendabiliteit bedoeld in bijlage 7 binnen de maximumgrens van 3 groene certificaten per MWu. Deze maatregel is ook van toepassing op de producenten van elektriciteit d.m.v. installaties voor biomethanisatie in de landbouw en op de producenten van elektriciteit d.m.v. installaties voor vaste biomassa van wie de definitieve vergunning vóór 1 juli 2014 werd verleend.

Om in aanmerking te komen moeten de in het eerste lid bedoelde producenten een dossier indienen om aan te tonen dat ze de referentie-rendabiliteit niet bereiken ten opzichte van de steunregeling die ze genieten.

Als de « CWaPE » vaststelt dat de rendabiliteit van de installatie bedoeld in het tweede lid niet volstaat, stemt ze in met de verandering van het stelsel tot toekenning van groene certificaten en bepaalt ze de nieuwe coëfficiënt kECO voor het saldo van de nog te lopen jaren waarin groene certificaten toegekend worden, waarbij dit laatste toepasselijk is op het tijdstip van de overlegging van het dossier bedoeld in het eerste en het tweede lid.

De CWaPE geeft de producent en de Administratie kennis van haar beslissing binnen 45 dagen na ontvangst van het dossier bedoeld in het tweede lid. De nieuwe coëfficiënt kECO vastgelegd door de « CWaPE », overeenkomstig het derde lid, heeft uitwerking de dag nadat de CWaPE haar beslissing heeft meegedeeld. De CWaPE bepaalt de modaliteiten en de in het eerste lid bedoelde procedure tot indiening van de dossiers.

Voor de installaties waarvan het geïnstalleerd vermogen hoger is dan 1,5 MWu, wordt de waarde van de coëfficiënt Keco ? als de CWaPE, op jaarbasis, een verhoging van meer dan één procentpunt vaststelt tussen de rentabiliteit van de installatie verkregen wegens de toepassing van de vigerende coëfficiënt kECO en de referentie-rendabiliteit bedoeld in bijlage 7, opnieuw door de CWaPE herzien om de rentabiliteit van de installatie op het referentieniveau bedoeld in bijlage 7 te handhaven.

Voor de installaties waarvan het geïnstalleerd vermogen lager is dan of gelijk is aan 1,5 MWu, wordt de waarde van de coëfficiënt kECO, als de CWaPE, op driejaarlijkse basis, een verhoging van meer dan één procentpunt vaststelt tussen de rentabiliteit van de installatie verkregen wegens de toepassing van de vigerende coëfficiënt kECO en de referentie-rendabiliteit bedoeld in bijlage 7, opnieuw door de CWaPE herzien om de rentabiliteit van de installatie op het referentieniveau bedoeld in bijlage 7 te handhaven."

Art. 8. In artikel 19*bis*, § 6, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt punt 5° vervangen als volgt : "5° het bewijs dat de fotovoltaïsche panelen voor de kristallijn modules volgens de norm IEC 61215 gecertificeerd worden en volgens de norm IEC 61646 voor de dunne lagen, alsook volgens de norm IEC 61730 wanneer de panelen in een gebouw worden opgenomen of er bovenop worden gelegd. De certificering moet verricht worden door een proeflaboratorium, geaccrediteerd volgens de norm ISO 17025 door BELAC of een ander nationale accreditatie-instelling die een wederzijdse erkenning met BELAC geniet.";

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 9. Hoofdstuk IV*bis* van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 19*quinquies*, luidend als volgt :

"Art. 19*quinquies*. De hybride zonne-installaties die tegelijkertijd elektriciteit en warm water produceren komen niet in aanmerking voor de steunmaatregelen ingesteld krachtens dit hoofdstuk."

Art. 10. Hoofdstuk IV*bis* van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 19*sexies*, luidend als volgt :

"Art. 19*sexies*. Alleen de nieuwe fotovoltaïsche installaties die nooit in dienst zijn gesteld, komen in aanmerking voor de steunmaatregelen ingesteld krachtens dit hoofdstuk.

De rechthebbende op de premie behoudt zijn installatie voor de productie van elektriciteit d.m.v. fotovoltaïsche zonnepanelen met een vermogen van 10 kW of minder, gedurende een periode van minstens vijf jaar die ingaat op het ogenblik van de laatste keuring bedoeld in artikel 270, § 1, van het algemeen reglement op de elektrische installaties (AREI), goedgekeurd bij het koninklijk besluit van 10 maart 1981 waarbij het Algemeen Reglement op de elektrische installaties voor de huishoudelijke installaties en sommige lijnen van transport en verdeling van elektrische energie bindend wordt verklaard. Bij gebrek moet de rechthebbende de gehele premie terugbetalen."

Art. 11. In bijlage 7 worden de woorden "Toekenningsduur (aantal jaren)" vervangen door de woorden "Rentabiliteitsvoet".

HOOFDSTUK II. — Slotbepaling

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 13. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2015/200058]

16 FEVRIER 2015. — Arrêté royal portant remplacement de membres du Conseil national du Travail

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi organique du 29 mai 1952 du Conseil national de Travail, article 2, remplacé par la loi du 30 décembre 2009 portant des dispositions diverses, et article 5, modifié par la loi du 27 juillet 1979;

Vu l'arrêté royal du 24 juin 1952 déterminant les modalités de présentation des membres du Conseil national du Travail, modifié par l'arrêté royal du 4 mars 2010;

Vu l'arrêté royal du 4 mars 2010 établissant la répartition des mandats pour les organisations les plus représentatives des travailleurs au sein du Conseil national du Travail;

Vu l'arrêté royal du 10 avril 2014 nommant les membres du Conseil national du Travail;

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de membres de ce Conseil;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2015/200058]

16 FEBRUARI 2015. — Koninklijk besluit houdende vervanging van leden van de Nationale Arbeidsraad

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 mei 1952 tot inrichting van de Nationale Arbeidsraad, artikel 2, vervangen bij de wet van 30 december 2009 houdende diverse bepalingen, en artikel 5, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 juni 1952 tot bepaling van de modaliteiten van de voordracht van de leden van de Nationale Arbeidsraad, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 2010;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 2010 tot verdeling van de mandaten van de meest representatieve werknemersorganisaties in de Nationale Arbeidsraad;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 2014 tot benoeming van de leden van de Nationale Arbeidsraad;

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat leden van deze Raad te vervangen;